



## CHAPITRE 134

Loi autorisant les commissaires d'écoles et les syndicats d'écoles pour la municipalité de Coaticook à lever une taxe d'éducation

[Sanctionnée le 9 mars 1950]

Préambule.

**A**TTENDU que les commissaires d'écoles et les syndicats d'écoles pour la municipalité de Coaticook, dans le comté de Stanstead, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles, et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Définitions:

**1. 1.** Pour les fins du présent article, à moins que le contexte ne présente un sens différent:

"acheteur";

a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;

"bien mobilier";

b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement;

"personne";

c) "personne" désigne et inclut tout individu, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

## CHAPTER 134

An Act to authorize the School Commissioners and the School Trustees for the municipality of Coaticook to levy an education tax

[Assented to, the 9th of March, 1950]

**W**HEREAS the School Commissioners and the School Trustees for the municipality of Coaticook, in the county of Stanstead, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their schools, and that it has become necessary to increase them;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1. 1.** For the purposes of this section, unless the context implies a different meaning:

a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinafter mentioned;

b. "moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also local exchange telephone service only;

c. "person" includes an individual, a firm, a company, a corporation, an estate, an association of persons, a sequestrator, a trustee in bankruptcy, a liquidator, a fiduciary trustee, an administrator or an agent;

"prix de vente";  
"prix d'achat";  
d) "prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

"vente";  
e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat, où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;

"vente au détail";  
f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"usager";  
g) "usager" signifie toute personne qui, dans le territoire, utilise un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

"vendeur";  
h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"territoire";  
i) "territoire" signifie le territoire compris dans les limites de la ville de Coaticook;

"ville";  
j) "ville" signifie la ville de Coaticook;

"commissaires".  
k) "commissaires" signifie les commissaires d'écoles pour la municipalité de Coaticook, dans le comté de Stanstead.

Taxe d'éducation autorisée.  
2. Les commissaires peuvent imposer par résolution et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

d. "sale price" or "purchase price" means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other consideration or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, for interest, for finance, for service, for customs, for excise and for transportation, even when such are not shown separately on the invoice or in the vendor's books;

e. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, a lease or any other contract whereby at a price or other consideration a person delivers or binds himself to deliver, to another, moveable property;

f. "retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;

g. "user" means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use or for that of other persons at his expense;

h. "vendor" means any person who sells moveable property at a retail sale in the territory, for purposes of consumption or use and not for resale;

i. "territory" means the territory included within the limits of the town of Coaticook;

j. "town" means the town of Coaticook;

k. "Commissioners" means the school commissioners for the municipality of Coaticook, in the county of Stanstead.

2. The commissioners may impose by resolutions and levy, from the coming into force of this act, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent of the sale or purchase price, retail, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold in the limits of the territory.

Ventes à l'extérieur.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet dudit contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Automobiles, etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que les commissaires pourront déterminer par résolution, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

Exceptions.

3. La présente taxe ne s'applique pas:
  - a) aux obligations et actions de corporations;
  - b) à tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;
  - c) à toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange Inc.;
  - d) aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
  - e) à la bière et au tabac;
  - f) à la gasoline et au kérosène (huile de charbon);
  - g) aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;
  - h) aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;
  - i) aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques

Subject to the exceptions in subsection 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the thing covered by the said contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or that the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Sales outside territory.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicle Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, an electric refrigerator or a radio or of any other merchandise that the Commissioners may determine by resolution, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

Motor vehicles, etc.

3. This tax shall not apply to:
  - a. Bonds and shares of a corporation;
  - b. All other intangible property, all securities, all moneys;
  - c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;
  - d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
  - e. Beer and tobacco;
  - f. Gasoline and kerosene (coal oil);
  - g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;
  - h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;
  - i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also

Exceptions.

ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme;

j) aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) à l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) aux médicaments livrés sur prescription de médecin; aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) aux prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1941, chapitre 85) et amendements;

o) aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) aux ventes faites à la fabrique ou aux syndicats d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) aux ventes faites par autorité de justice;

r) aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans le territoire lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire pour consommation ou usage en dehors du territoire;

s) aux repas;

t) aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) aux messages télégraphiques;

v) aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

y) aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi, avant l'entrée en vigueur de la résolution.

Ventes avant entrée en vigueur de la résolution.

purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments delivered on doctors' prescription; artificial limbs and orthopaedic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Prices of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85) and amendments;

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a "fabrique" or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the territory, for consumption or use outside of the territory;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraph messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood and ice;

x. Children's clothing and children's footwear;

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the coming into force of the resolution contemplated in subsection 2 of this section.

Sales before coming into force of resolution.



n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant l'entrée en vigueur de ladite résolution, et si elle a été payée, les commissaires sont autorisés à faire remise.

Excep-  
tion.

Cependant, toute marchandise livrée après l'entrée en vigueur de ladite résolution, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant telle entrée en vigueur, est assujettie à la taxe.

Vente an-  
nulée.

Quand une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échange.

Lorsqu'une personne donne en échange pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-  
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent des commissaires pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue aux commissaires; le tout suivant les dispositions des résolutions que les commissaires adopteront en vertu du présent article.

Recours  
du ven-  
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur  
hors du  
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire, n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement  
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur aux commissaires.

Conven-  
tions en-  
tre muni-  
cipalité.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou place d'affaires dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes en détail, les commissaires pourront conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser

The tax is not exigible in the case of purchases made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the coming into force of the said resolution, and, if paid, the Commissioners are authorized to remit the same.

Nevertheless, any goods delivered, after the coming into force of the said resolution, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to such coming into force, shall be subject to the tax.

Excep-  
tion.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

Sale an-  
nulled.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

Exchange.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the Commissioners for the collection of same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the Commissioners; the whole according to the provisions of the resolutions which the Commissioners shall adopt in virtue of this section.

Collection  
of tax.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

Vendor's  
recourse.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, residence or place of business in the territory.

Vendor  
outside  
territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the Commissioners.

Direct  
payment.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the Commissioners may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which,

Inter-  
muni-  
cipal agree-  
ment.

à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur aux commissaires comme si la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

Vente de  
plusieurs  
objets.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Compu-  
tation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un centin est comptée pour un centin entier que l'acheteur doit payer.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers les commissaires du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance des commissaires contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par les commissaires.

Paiement  
obligatoire.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Résolu-  
tions de  
percep-  
tion.

9. Les commissaires peuvent, en tout temps, adopter les résolutions et autres mesures qu'ils jugeront nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'ils imposeront, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par les commissaires et jour par

otherwise, would be payable by the purchaser to the Commissioners, as if the sale had been made in the limits mentioned in this section.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several  
articles  
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Compu-  
tation.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the Commissioners for the amount of the tax collected. The claim of the Commissioners against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the Commissioners.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to make a retail purchase, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obliga-  
tory pay-  
ment.

It shall be unlawful for any vendor to advertise or let it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax the imposition whereof is authorized by this section shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The Commissioners may at any time adopt the resolutions and other measures which they may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and, without limiting the scope of the foregoing provisions, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the Commissioners and day by day, a separate

Resolu-  
tions for  
collecting.

jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à leur faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'ils fixeront et suivant les formules qu'ils fourniront, à leur faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'ils détermineront, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par le secrétaire-trésorier des commissaires ou par toute personne les représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des résolutions adoptées par eux sont observées et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au secrétaire-trésorier des commissaires ou à leurs représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption  
et effet  
de la réso-  
lution.

Toute résolution autorisée par le présent article pourra être adoptée par les commissaires sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis et dès qu'elle sera adoptée, telle résolution, après avoir été publiée dans deux numéros consécutifs d'un journal de langue française et d'un journal de langue anglaise publiés dans le district de Saint-François, aura dans le territoire effet et force obligatoire.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir aux commissaires un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire public ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Saint-François, devant le secrétaire-trésorier de la ville de Coaticook ou son assistant, ou devant le secrétaire-trésorier des commissaires, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

Montant  
dû.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le secrétaire-trésorier des commissaires établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû aux commissaires. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

Peines  
pour in-  
fractions.

12. Toute personne, qui étant l'agent des commissaires pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la

account of the tax collected and to be collected, to make a written report to them, under oath, on the dates which shall be fixed and on the form which shall be supplied by them, to remit to them the tax collected, on the dates and in the manner determined, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by the secretary-treasurer of the Commissioners or by any person representing them, in order to verify if the provisions of this section and of the resolutions adopted by them are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the secretary-treasurer of the Commissioners or their representatives any information they may require.

Any resolution authorized by this section may be adopted by the Commissioners without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, such resolution, after having been published for two consecutive issues in one French newspaper and in one English newspaper published in the district of St. Francis; such resolution shall have binding force and effect within the territory.

Adoption  
and effect  
of resolu-  
tion.

10. Every person required to furnish to the Commissioners a report under oath may take such oath before a notary public or a commissioner of the Superior Court for the district of St. Francis, before the secretary-treasurer of the town of Coaticook or his assistant, or before the secretary-treasurer of the Commissioners, who are by this paragraph authorized to receive such oath.

11. If the vendor does not make the report required, the secretary-treasurer of the Commissioners shall establish, to his best knowledge, the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the Commissioners. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Amount  
due.

12. Every person who, being the agent of the Commissioners, for the purposes of this section, refuses or neglects to col-

Offence  
and penal-  
ty.



taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Peines  
pour in-  
fractions.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent des commissaires pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et, à défaut de paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent des commissaires pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent des commissaires pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre aux commissaires la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

lect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes this section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than one thousand dollars and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Every person making a purchase as provided for in this section, without paying the tax imposed commits an infringement and shall be liable for each infringement, in addition to the payment of the tax and of the costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Offence  
and pe-  
nalty.

Every person who, being the agent of the Commissioners for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes this section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the said fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Every person who, being the agent of the Commissioners for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay infringes the said section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Every person who, being the agent of the Commissioners for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the Commissioners the tax which he has collected, infringes the said section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and of the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

Idem.



- Récidive. Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.
- Amende. 13. Les commissaires peuvent, par toute résolution passée en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à telle résolution une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.
- Obligations du contrevenant. 14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par toute résolution adoptée par les commissaires ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et par les résolutions.
- Infraction par compagnie. 15. Lorsqu'une infraction à l'une des résolutions des commissaires est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que les commissaires peuvent imposer pourra être pour un montant double de celui qu'il peut imposer à une autre personne.
- Récidive. 16. Dans le cas de récidive, les commissaires peuvent également imposer, pour chaque infraction à leurs résolutions, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.
- Délai. 17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.
- Jurisdiction. 18. La Cour de magistrat de juridiction pénale et criminelle, siégeant à Coaticook, dans et pour le district de Saint-François, a juridiction pour entendre et juger toute action intentée par les commissaires, soit en vertu du présent article, soit en vertu de toute résolution que cet article autorise pour le recouvrement de ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par toute telle résolution et par le présent article quelque soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaires du défendeur.
- In the event of a repetition of any of the infringements defined in this paragraph 12, the maximum fine and imprisonment shall be double that above provided.
13. The Commissioners may, by any resolution passed under this section impose for any infringement other than those defined in the preceding subsection 12, of such resolution by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.
14. The payment of the fines and penalties imposed by this section and by any resolution adopted by the Commissioners shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and by the resolutions.
15. When an infringement of one of the resolutions of the Commissioners is committed by a company or a corporation, the fine which the Commissioners may impose may be double the amount of that which may be imposed on another person.
16. In the case of subsequent offences, the Commissioners may also impose, for each infringement of their resolutions, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months.
17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs.
18. The District Magistrate's Court with penal and criminal jurisdiction, sitting in Coaticook, in the district of St. Francis, has jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the Commissioners, either in virtue of this section or in virtue of any resolution authorized by the said section, for the recovery of the said tax either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser, and of the fines imposed by any such resolution and by this section, whatever may be the amount of such tax and of such fines and whatever may be the place of domicile or residence or the place of business of the defendant.
- Subsequent offence.
- Fine.
- Offender's obligations.
- Offence by company.
- Subsequent offence.
- Delay.
- Jurisdiction.

Jurisdiction.

Les commissaires peuvent également intenter toute telle action devant la Cour de magistrat, siégeant dans et pour le comté de Stanstead, quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier alinéa de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance.

Responsabilité pour employés.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours que les commissaires peuvent exercer en vertu du présent article ou des résolutions que les commissaires pourront adopter, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement selon le cas.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est de trois ans. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux résolutions adoptées par les commissaires, en vertu du présent article, il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemnité au vendeur.

21. Les commissaires peuvent indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Conventions.

22. Les commissaires sont autorisés à faire des conventions avec le trésorier de la province pour la perception de ladite taxe imposée en vertu du présent article.

Stipulation.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88).

Droits.

Des conventions pourront autoriser le trésorier de la province à exercer les droits des commissaires pour la perception de la dite taxe payable aux commissaires et

The Commissioners may also bring any such action before the Magistrate's Court sitting in and for the county of Stanstead, whatever may be the place of domicile or of residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary action and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence.

Jurisdiction.

19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed as having been made by the vendor himself. In the same manner the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed as having been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the Commissioners may exercise under this section, or the resolutions which the Commissioners may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

Responsibility for employees.

20. The delay for the prescription of any tax recoverable under this section is of three years. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the resolutions adopted by the Commissioners in virtue of this section, such delay shall be of one year from the date when the infringement was committed.

Prescription.

21. The Commissioners may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.

Compensation to vendor.

22. The Commissioners are authorized to enter into agreements with the Provincial Treasurer for the collection of the said tax imposed under this section.

Agreements.

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the Commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88).

Stipulation.

Such agreements may authorize the Provincial Treasurer to exercise the rights of the Commissioners for the collection of the said tax payable to the Commission-

Rights.

les poursuites pour infraction au présent article.

**Recours.** 23. Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et les commissaires, ces derniers conservent, contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe, leurs recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière due aux commissaires.

**Partage.** 24. Le revenu annuel perçu par les commissaires provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par lesdits commissaires entre eux et les syndics d'écoles pour la municipalité de Coaticook, dans le comté de Stanstead, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune d'elles.

**Entrée en vigueur.** 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ers and the actions for infringements of this section.

23. If the collection of this tax is made by the Provincial Treasurer under one or more agreements entered into between the Provincial Treasurer and the Commissioners these latter retain against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax their recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax due the Commissioners.

24. The annual revenue collected by the Commissioners from the said tax shall, after deduction of the expenses incurred by the said Commissioners for the imposition and collection of such revenue, be shared every three months by the said Commissioners between themselves and the School Trustees for the municipality of Coaticook, in the county of Stanstead, proportionately to the number of children from five to sixteen years of age of the Roman Catholic or Protestant religious denomination, respectively, residing in the territory common to both.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.